Dupuis, Serge, *Le Canada français devant la francophonie mondiale. L'expérience du mouvement Richelieu pendant la deuxième moitié du XX^e siècle* (Québec, Septentrion, 2017), 290 p.

James Trepanier

Volume 72, numéro 1, été 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1051150ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1051150ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Trepanier, J. (2018). Compte rendu de [Dupuis, Serge, *Le Canada français devant la francophonie mondiale. L'expérience du mouvement Richelieu pendant la deuxième moitié du XX^e siècle* (Québec, Septentrion, 2017), 290 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 72(1), 89–92.
<https://doi.org/10.7202/1051150ar>

pendant plusieurs décennies dévoreuses d'hommes, elles ont toujours été de grandes consommatrices d'énergie. L'auteur a bien raison de l'affirmer à quelques reprises. Peut-être même qu'il aurait fallu privilégier l'électricité plutôt que le rail dans le sous-titre, car le secteur ferroviaire ne concerne surtout qu'une des localités de la région.

Jadis une ville dortoir de l'INCO, Sudbury est devenue, au cours des dernières décennies, une ville de services. Non sans lien avec ce qui précède, on a assisté à une intervention croissante de l'État, tant dans le domaine de l'environnement et des accidents de travail qu'au niveau de la fiscalité minière, trop longtemps à l'abri du pouvoir de taxation des villes. Quant à la classe ouvrière, elle s'est féminisée et elle a connu des hauts et des bas. Le militantisme du Mine Mill et des mineurs est peut-être d'une époque révolue, mais rien ne permet d'affirmer que l'actualité ne le remettra pas à l'avant-scène. S'il est une classe sociale qui a su se renouveler à Sudbury et sortir en quelque sorte gagnante du portrait esquissé, c'est bien la petite bourgeoisie. Elle fut rarement hostile à la bourgeoisie minière, laquelle est demeurée résolument étrangère et depuis toujours absente.

GUY GAUDREAU
Université Laurentienne

Dupuis, Serge, *Le Canada français devant la francophonie mondiale. L'expérience du mouvement Richelieu pendant la deuxième moitié du XX^e siècle* (Québec, Septentrion, 2017), 290 p.

L'ouvrage de Serge Dupuis brosse le portrait du mouvement Richelieu, de sa fondation en 1944 au milieu des années 1990. En plus d'ajouter une dimension importante aux connaissances actuelles sur la mutation de l'identité canadienne-française, il retrace l'histoire de la sociabilité professionnelle des hommes et de la masculinité, mais aussi de l'internationalisme francophone et des relations changeantes entre les organismes caritatifs canadiens et l'État pendant cette période. Le mouvement est né de la frustration des Canadiens français face à la popularité grandissante des associations et clubs sociaux américains de l'entre-deux-guerres : les nationalistes canadiens-français ont réagi à l'approche « bonne ententiste » de ces clubs lors de la crise de la conscription pendant la Seconde Guerre mondiale. Des premiers efforts pour contrer l'influence d'organisations américaines comme les Chevaliers de Colomb sont faits par

des chefs de file de l'Ordre de Jacques Cartier, une société secrète catholique canadienne-française d'Ottawa. En 1944, la création de la Société Richelieu reflète le désir d'adapter aux besoins des Canadiens français le modèle Rotary ou Kiwanis du club masculin.

En contextualisant les origines nationalistes du mouvement Richelieu, Dupuis le situe habilement dans le cadre d'une historiographie plus large sur la fracturation de l'identité nationale canadienne-française au cours du XX^e siècle. Les clubs Richelieu sont d'abord profondément ancrés dans une vision nationaliste canadienne-française vouée au service des catholiques canadiens-français partout en Amérique du Nord, «sa diaspora dispersée sur le territoire d'un empire perdu» (p. 69). Comme toutes les associations canadiennes-françaises de l'époque, le mouvement doit naviguer dans les eaux troubles du nationalisme québécois en émergence et les répercussions provoquées par ce phénomène au sein des communautés canadiennes-françaises hors Québec. La rupture houleuse de l'identité et de la solidarité canadiennes-françaises traditionnelles dans les années 1960 a forcé la main du mouvement alors présidé par Gontran Rouleau, lequel a dû choisir entre trois voies : soutenir le nationalisme québécois et sa vision limitée de l'identité francophone, joindre le nouveau fédéralisme canadien visant à ériger une nation bilingue ou s'ouvrir à la perspective d'une identité francophone internationale. Rouleau et les autres leaders du mouvement ont opté pour cette troisième voie en adoptant une vision d'une francophonie internationaliste plus inclusive, esquivant ainsi la difficile question nationaliste au Canada. Malgré ce virage dans les années 1960 et 1970, d'importantes différences sur la question nationaliste ont éclaté entre les clubs basés au Québec et ceux des autres provinces. Le mouvement s'est néanmoins montré résilient et flexible sur les questions identitaires. Hors Québec, le mouvement a servi à renforcer l'identité et la conscience des Canadiens français, tout en portant un discours humaniste plus large. Au Québec, il a fui la question nationale dès la fin des années 1960 pour se concentrer sur l'humanisme et le renforcement d'un réseau international. En Europe, le mouvement a aidé à consolider l'émergence de la francophonie. En Afrique, il a servi d'outil économique pour se brancher sur l'Occident.

Dupuis se penche aussi longuement sur le caractère masculin de ces clubs pendant une bonne partie de leur histoire. Il sonde l'idéal masculin en mutation épousé par le mouvement, passant de la vision traditionnelle du bon père de famille qui tient les rênes de la société, à une

version plus néolibérale incarnée par le mythe du *self-made-man* dans les années 1970 et 1980. Il s'attarde aussi à l'influence de ces visions sur l'attitude du mouvement envers l'alcool et la moralité au fil du temps. Enfin, il se penche sur l'admission des femmes dans ces clubs. Ce changement témoigne du passage entre la séparation des rôles dans les sphères publique et privée, et l'inclusion plus libérale et démocratique des femmes, ce qui aura permis de soutenir le mouvement et de refléter les changements de mœurs.

L'autre fil conducteur de l'ouvrage se trouve dans les relations changeantes entre les organismes caritatifs et l'État au milieu du XX^e siècle. Si la religion a d'abord joué un rôle primordial dans l'œuvre du mouvement, le passage à un humanisme plus laïque ne semble pas avoir affaibli son altruisme. Les relations changeantes avec différents appareils d'État ont influencé ses actions dans plusieurs champs de compétences. Le mouvement se voyait d'abord comme un soutien et substitut à l'État, mais à mesure que se développait l'État-providence, il a réorienté ses activités, passant du soutien matériel aux communautés vers un effort concentré sur la jeunesse et les loisirs dans les années 1960. Vingt ans plus tard, le retrait de l'État-providence sous le poids d'un néolibéralisme renouvelé tourné vers l'individualisme a poussé le personnel de plus en plus professionnel du mouvement à se réengager dans une philanthropie plutôt matérielle. Ils se sont alors mis à appuyer les hôpitaux tout en multipliant leurs efforts pour recueillir des fonds grâce à des commandites et partenariats ciblés.

Dupuis se sert d'un vaste éventail d'archives complété par l'histoire orale, dont il fait, hélas, un examen trop peu approfondi, malgré sa richesse potentielle sur les attitudes envers la sociabilité des hommes et l'œuvre caritative. Un piège dans lequel tombent maintes études comme celle-ci est de s'attarder aux moindres détails des changements institutionnels et de perdre le contexte de vue. Si Dupuis arrive en général à éviter ce piège, sa discussion de la démocratisation du mouvement tourne en une explication plutôt touffue et détaillée qui risque d'ennuyer le lecteur. L'ouvrage excelle dans sa judicieuse intégration des publications canadiennes sur le mouvement, dépassant ainsi le fossé linguistique qui caractérise l'historiographie du Québec et du Canada. Il faut saluer cette maîtrise des multiples fils de l'historiographie et cette capacité à les lier aux grands enjeux de son étude. Ainsi, ce livre devrait intéresser

les spécialistes de l'histoire canadienne – anglophone et francophone – d'après-guerre.

JAMES TREPANIER
Musée canadien de l'histoire

Foran, Timothy, *Defining Métis: Catholic Missionaries and the Idea of Civilization in Northwestern Saskatchewan* (Winnipeg, University of Manitoba Press, 2017), 229 p.

Le livre de Timothy Foran présente l'évolution des catégories d'indigènes dans le Nord-Ouest, telles qu'elles ont été définies par les missionnaires catholiques. Il fonde son analyse sur l'histoire de la mission catholique de l'Île-à-la-Crosse située dans le nord de la Saskatchewan, depuis son établissement en 1845, jusqu'à l'arrivée de l'État fédéral en 1898. Ce livre, issu de sa thèse de doctorat soutenue en 2011 à l'Université d'Ottawa, porte une attention minutieuse à la gestion de la mission et au rôle des Oblats dans la construction sociale des populations autochtones. Son étude utilise des documents inédits provenant de la mission Saint-Jean-Baptiste, tel qu'un *codex historicus* et un *liber status animarum*. Ces documents décrivent l'histoire de la mission et offrent un recensement de la population. Le livre, qui se veut une micro-histoire, lève le voile sur des faits nouveaux et apporte des réflexions innovatrices sur les études missionnaires du Nord-Ouest canadien.

Foran reconstruit en détail le réseau de circulation des peuples, de l'information, de l'argent et des biens sur les bassins hydrographiques des rivières English, Athabaska, North Saskatchewan et South Saskatchewan. Les Oblats ont établi ce réseau complexe pour soutenir leurs activités missionnaires. En raison de son emplacement géographique, l'Île-à-la-Crosse devient le centre régional à partir duquel sont offerts les services de scolarisation, de santé et de pastorale. En 1860, cette communauté devient la résidence principale de l'évêque coadjuteur de Saint-Boniface. Malgré l'attention portée à ce lieu spécifique, il est important de noter que Foran ne présente pas une simple histoire régionale, puisqu'il explore aussi l'importance du réseau de communication, des liens économiques et des relations de pouvoir qui existent entre Île-à-la-Crosse, Paris, Montréal et Saint-Boniface.